

La Biélorussie de Loukachenko, dernière dictature d'Europe

Ronan Hervouet

▶ **To cite this version:**

Ronan Hervouet. La Biélorussie de Loukachenko, dernière dictature d'Europe. Revue Française de Science Politique, 2013, 63 (3-4), pp.690-693. 10.3917/rfsp.633.0679 . halshs-00878706

HAL Id: halshs-00878706
https://shs.hal.science/halshs-00878706

Submitted on 8 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Biélorussie de Loukachenko, dernière dictature d'Europe[1]

Les trois ouvrages dont il est ici question cherchent à comprendre les raisons de l'apparition et de la pérennité de la « dernière dictature » d'Europe dirigée d'une main de fer par Alexandre Loukachenko depuis 1994. Dans son livre, Andrew Wilson inscrit la période contemporaine dans le temps long et propose une lecture de l'histoire de la Biélorussie depuis le 10e siècle. Le politologue britannique, qui a publié plusieurs ouvrages sur l'Ukraine, propose ici une synthèse de publications variées sur la Biélorussie, éditées dans des langues différentes (biélorusse, russe, anglais, allemand, français). Brian Bennett, ambassadeur du Royaume-Uni en Biélorussie entre 2003 et 2007, offre une description particulièrement précise des événements qui se sont déroulés sur ces quatre années, en se référant notamment à son expérience de diplomate dans ce pays. Enfin, Valeri Karbalevitch propose une histoire contemporaine de la Biélorussie, en mettant l'accent sur la trajectoire et la personnalité du président Loukachenko – l'ouvrage en français est une version remaniée et raccourcie du livre publié à Moscou en 2010 sous le titre *Alexandre Loukachenko. Portrait politique*. Notons que l'ouvrage est préfacé par Stéphane Chmelewsky, ambassadeur de France en Biélorussie entre 2002 et 2006. Les trois auteurs ont une interrogation commune : comment comprendre le « phénomène Loukachenko » ?

Selon A. Wilson, la mise en perspective historique doit nous permettre de mieux saisir les évolutions contemporaines du pays. Il montre comment ce territoire a présenté au cours des siècles des spécificités par rapport à la Russie, la Pologne et la Lituanie, tout en soulignant différents « faux départs » (p. 140, p. 255) dans la construction d'une nation biélorusse. Ce n'est en effet que très tardivement, à la fin du 19e siècle, que l'idée nationale biélorusse émerge. Après l'éphémère proclamation d'une République populaire de Biélorussie sur un territoire occupé par les Allemands le 25 mars 1918, les Bolchéviques créent une première République socialiste soviétique de Biélorussie qui connaîtra plusieurs versions. Ce n'est qu'en 1945 que les frontières de l'actuelle Biélorussie seront définies. L'intérêt de la présentation d'A. Wilson est d'entremêler le déroulement des événements et les interprétations postérieures qui en ont été faites par les historiens de la région depuis le 19e siècle. La mise en relief de certaines spécificités dans le passé a pour objectif de légitimer telle ou telle définition de la nation à l'époque moderne. Par exemple, des historiens au 19e siècle mettent l'accent sur le fait que la région a été peuplée à l'origine par les Krivitches, cette lointaine origine « ethnique » servant à naturaliser la différence profonde qu'il y aurait entre les Polonais et les habitants « originels » de ces territoires, et à affirmer la proximité des Biélorusses et des Russes. Depuis 1991, certains historiens biélorusses mettent l'accent sur les liens forts qu'il y aurait eu entre les Baltes et les Slaves habitant la région entre 700 et 900, qui auraient créé les « bases de l'ethnogenèse

[1]. À propos de Brian Bennett, *The Last Dictatorship in Europe. Belarus under Lukashenko*, Londres, Hurst & Company, 2011, XIV + 358 p., chronologie, bibliographie, index ; Valeri Karbalevitch, *Le satrape de Biélorussie. Alexandre Loukachenko, dernier tyran d'Europe*, Paris, François Bourin Éditeur, 2012 (Les moutons noirs), 442 p. ; et Andrew Wilson, *Belarus. The Last European Dictatorship*, New Haven, Yale University Press, 2011, 304 p.

biélorusse » (p. 26) ; selon cette interprétation, la Biélorussie serait ainsi foncièrement distincte de la Russie et cela depuis le Haut Moyen-Âge. Aujourd'hui, certains cherchent à dépeindre une culture politique distincte et plus « européenne » à Polatsk que dans les autres régions de la Rous, pour justifier aujourd'hui que la Biélorussie ne soit pas satellisée par la puissance russe ; cette version a été contestée par ceux que A. Wilson appelle les « historiens de cour » (p. 19), œuvrant après l'avènement au pouvoir de Loukachenko en 1994, et qui s'affichait alors ouvertement russophile. Au final, les variétés des influences qui se sont exercées sur ce territoire et les évolutions de ses frontières au cours du temps offrent une plasticité importante aux historiens pour instrumentaliser ce passé selon des registres variés, pour justifier différentes options idéologiques et pour légitimer des choix politiques jusqu'à l'époque contemporaine. À ce propos, A. Wilson parle d'« identité malléable » (p. 139). C'est le mérite de cet ouvrage de chercher à réfléchir aux conditions de production du savoir historique sur ce territoire depuis deux siècles, et de montrer comment les torsions historiographiques observées depuis l'indépendance, à la fois par les partisans de Loukachenko et par ses opposants, sont un écho à une pratique hétérogène du métier d'historien de cette région depuis deux siècles.

Cette histoire longue permet de comprendre l'« absence de biélorussité clairement définie » (B. Bennett, p. 5) et la « faiblesse du mouvement national » (V. Karbalevicth, p. 65) au moment de l'indépendance du pays. Le passé soviétique a en revanche structuré profondément l'identité nationale contemporaine. La Grande Guerre patriotique a été particulièrement meurtrière sur le territoire biélorusse. Érigée en république exemplaire où les partisans ont lutté héroïquement contre l'ennemi nazi, la Biélorussie a alors bénéficié de la part des autorités centrales d'une attention particulière. Pendant cinquante ans, le développement industriel du territoire a été très important, favorisant une urbanisation rapide de la région et une mobilité sociale importante. Une grande partie de la population biélorusse attribue ce développement économique et social au régime soviétique, et aux « bons communistes » comme Piotr Masherov (A. Wilson, p. 116) qui a dirigé le Parti biélorusse de 1965 à 1980 et qui « incarnait la capacité du système à promouvoir la justice sociale » (V. Karbalevitch, p. 65). Ces deux héritages du passé permettent en partie de comprendre la sensibilité des électeurs biélorusses à la rhétorique de Loukachenko et son élection au poste de Président 1994. Il a emporté 80,1 % des voix au second tour lors du seul scrutin de l'histoire contemporaine du pays qui n'a pas été contesté par les observateurs internationaux.

Pourquoi Loukachenko a-t-il incarné à cette époque le recours politique espéré pour les électeurs biélorusses ? D'où vient le nouveau *leader* de la jeune Biélorussie indépendante ? V. Karbalevitch analyse précisément la trajectoire sociale et politique de Loukachenko. Né en 1954, il a connu une enfance pauvre dans un village de l'Est de la Biélorussie. Il devient directeur de sovkhoze en 1987, mais rêve de postes plus prestigieux. Profitant des changements apportés par la perestroïka, il parvient alors le 26 mars 1989 à être élu député du peuple au Soviet suprême de l'URSS, battant le candidat Kebitch, alors vice-président du Conseil des ministres de Biélorussie. Un an plus tard, il est élu au Soviet suprême de la République biélorusse. Dès ces premières campagnes, il fustige les élites et la nomenklatura qui s'enrichissent tandis que le peuple travaille (p. 46). Grâce aux retransmissions radio et télé des sessions du Soviet suprême, il gagne en popularité dans l'ensemble de la République. Durant

les années 1991-1994, le pays connaît des réformes impopulaires. La condamnation du passé soviétique ne fait pas l'unanimité et la promotion de la langue biélorusse est souvent vécue par une population « totalement russophone » comme une « biélorussisation forcée » (V. Karbalevitch, p. 68). Les mesures de libéralisation économique s'accompagnent d'une profonde récession. Lors de la première campagne présidentielle de 1994, dans cette situation pleine d'incertitude, Alexandre Loukachenko propose de restaurer l'ordre soviétique, de lutter contre la corruption et de revenir à la gestion administrative de l'économie nationale. Son discours séduit et il obtient une « victoire totale » (V. Karbalevitch, p. 78). Dès 1996, suite à la modification de la constitution, les décrets du Président ont force de loi et la Biélorussie connaît un régime dictatorial. Comment expliquer la pérennité et la longévité du régime de Loukachenko ?

Les trois auteurs analysent le processus de monopolisation du pouvoir mis en œuvre par le nouveau président. Loukachenko contrôle progressivement toutes les formes institutionnelles de contre-pouvoir qui pouvaient exister. Il met au pas la Cour constitutionnelle et la Commission électorale, et réduit le Parlement à un simple rôle consultatif. Il réprime toute forme d'opposition dans le monde administratif, économique et politique. Il s'appuie pour cela sur des services de sécurité et notamment sur le KGB qu'il parvient progressivement à contrôler, et sur une police pléthorique – la Biélorussie détient le record mondial du nombre de policiers par habitant, « le seul ministère de l'Intérieur dispos[ant] [en 2011] de 1442 agents pour 100 000 habitants » (V. Karbalevitch, p. 234). Toute forme de concurrence est anéantie. Les moyens utilisés sont divers : les hauts fonctionnaires « sont épiés en permanence, mis sur écoute » (V. Karbalevitch, p. 152) ; les concurrents réels ou supposés sont limogés, licenciés, jugés pour corruption, mis en prison, menacés et parfois assassinés. Les années 1999 et 2000 sont ainsi marquées par la liquidation physique d'opposants par un « escadron de la mort » défendu publiquement par Loukachenko. Pour parachever la « verticale du pouvoir » et son « régime de pouvoir personnel » (V. Karbalevitch, p. 412), Loukachenko musèle les médias et la société civile, en particulier les ONG et les syndicats indépendants. Dans ces conditions, il est très difficile pour l'opposition de parvenir à apparaître comme une alternative. Affaiblie par la concurrence des *« ego »* des différents *leaders* (B. Bennett, p. 77) et par des divisions idéologiques séparant notamment les biélorussophones et russophones, l'opposition est elle aussi victime de répressions, Loukachenko n'hésitant pas à faire arrêter et mettre en prison certains de ses *leaders*. Au-delà de l'arène politique et économique, Loukachenko a étendu son contrôle sur l'ensemble de la population. Un des moyens d'assujettissement mis en exergue par les trois auteurs est l'adoption en 2002 du système des contrats de travail à durée déterminée. Dans le secteur étatique, les contrats de travail sont désormais renouvelables chaque année. Cette règle permet de s'assurer la loyauté politique des employés. L'État est le principal pourvoyeur d'emplois dans le pays et un fonctionnaire licencié pour des raisons politiques aura des difficultés à trouver un autre travail. V. Karbalevitch cite à ce propos une déclaration de Loukachenko d'avril 2002 : « Si nous trouvons dans une entreprise privée un seul fonctionnaire licencié, cette structure cessera d'exister et ses biens seront confisqués au profit de l'État » (p. 229). Ces pratiques de répression et de contrôle créent une « société orwélienne » (B. Bennett, p. 291) où chacun cherche à se conformer aux attentes du régime, sous peine de licenciement, de procès ou même d'élimination physique. Verrouillant entièrement le système politique et

contrôlant de larges pans de la vie sociale, Loukachenko a pu être reconduit régulièrement à la tête de l'État. Tous les scrutins et notamment les élections présidentielles (2001, 2006, 2010) sont entachés de fraude, Loukachenko usant de diverses « technologies politiques » (A. Wilson, p. 196) pour être élu dès le premier tour (75,7 %, 83 %, 79,7 % des voix).

La dimension répressive du régime suffit-elle à expliquer sa longévité ? A. Wilson montre que, malgré les répressions, Loukachenko conserve au cours du temps le soutien d'une partie de la population. Selon différents sondages post-électoraux indépendants, il aurait obtenu en décembre 2010 entre 40 et 58 % des voix. Comment expliquer ce soutien accordé au régime ? Les auteurs mobilisent divers arguments. V. Karbalevitch souligne la dimension charismatique du régime qui tiendrait « davantage à la personnalité de Loukachenko qu'à son contrôle des médias » (p. 140). Il insiste sur ses qualités oratoires et sur les mises en scène efficaces de la présidence diffusées dans les médias. A. Wilson montre aussi qu'il parvient à satisfaire quelques hommes d'affaires qui soutiennent et financent le régime, tout en limitant leur puissance afin d'éviter la formation de forces politiques concurrentes. À ce propos, il considère qu'il existe moins des oligarques que des « minigarques » en Biélorussie (p. 243). B. Bennett suggère que les moyens de pression adoptés par les pays occidentaux sont inefficaces (p. 304) et ne parviennent pas à fragiliser le régime. Les trois auteurs se rejoignent ensuite autour de trois arguments principaux. D'abord, Loukachenko a restauré l'ordre social. Il a empêché la constitution de mafias s'emparant dans la violence des richesses collectives – n'hésitant pas à procéder à des « liquidations extrajudiciaires » (V. Karbalevitch, p. 220) – et a contrôlé la corruption qui n'apparaît pas au grand jour (A. Wilson, p. 257). Le deuxième facteur explicatif est d'ordre idéologique. Suite aux référendums de mai 1995 et de novembre 1996, Loukachenko a renoué avec les symboles soviétiques (drapeau, armoiries, date de la fête nationale), ordonné la réécriture des manuels d'histoire et institué le russe comme deuxième langue officielle du pays. Puis, il a satisfait le sentiment national en promouvant au début des années 2000, après quelques années de « nationalisme panrusse », un « nationalisme créole » fondée sur une idéologie « radicalement éclectique » (A. Wilson, p. 203) revendiquant non seulement le passé soviétique mais aussi différents moments de l'histoire biélorusse qui seraient autant d'étapes vers la construction d'un État indépendant. Le troisième facteur explicatif est d'ordre économique et social. Loukachenko a maintenu un « contrat social informel » conforme au « nationalisme égalitaire biélorusse » (A. Wilson, p. 257) qu'il défend, en redistribuant une partie des richesses produites dans le pays aux groupes sociaux fragilisés dans la nouvelle donne économique mondiale : les ruraux, les retraités et les personnes peu ou pas diplômées. Le PNB de 1990 a été retrouvé en 2003. La croissance aurait été de 2,8 % en 1996 et aurait atteint 8 à 11 % en 1997-1998 et 6,6 % en 2001. Le rapport du PNUD de 2003 place la Biélorussie en 53^{e} position en termes d'IDH, derrière les Pays baltes mais devant la Russie, l'Ukraine et les autres pays de l'ex-URSS. Le salaire réel aurait été multiplié par 4,9 entre 1996 et 2010. En 2008, les pensions représentent 43 % du salaire, en moyenne, contre 23 % en Russie et 17 % en Ukraine. La légitimité de Loukachenko repose sur les succès économiques du régime et sur la conservation des « acquis sociaux soviétiques » (V. Karbalevitch, p. 266) : tarifs bas des services communaux, retraites relativement élevées, chômage quasi-inexistant.

Mais les trois auteurs montrent que le « miracle économique biélorusse » est un mythe. En effet, ce sont les Russes qui maintiennent l'économie à flot, en faisant bénéficier les Biélorusses de conditions préférentielles pour leurs exportations sur le marché russe et en maintenant des prix privilégiés pour le gaz et le pétrole. En réalité, le système se caractérise par son « inefficacité économique » (V. Karbalevitch, p. 408), 20 % à 30 % des entreprises étant officiellement déficitaires. Le soutien russe est régulièrement remis en question depuis l'avènement de Poutine au Kremlin, ce dernier souhaitant obtenir des contreparties à cette situation privilégiée, notamment l'ouverture d'entreprises biélorusses aux capitaux russes. Si Loukachenko cherche à lui tenir tête (il ne reconnaît ni l'Abkhazie ni l'Ossétie du Sud, suite à la guerre en Géorgie en 2008), il est contraint petit à petit de reculer, cédant par exemple 50 % puis 100 % de Beltransgaz à Gazprom. Ces dernières années, il a cherché d'autres partenaires, se tournant notamment vers le Venezuela, l'Iran ou la Chine, et a multiplié les crédits. En 2010, la dette s'élève à 52 % du PIB ; sur l'année 2011, la dévaluation du rouble biélorusse a atteint 170 % et l'inflation 108 %. Si, jusqu'ici, Loukachenko a, comme un « caméléon », été savamment « opportuniste » (A. Wilson, p. 255) pour se maintenir au pouvoir, la Biélorussie est probablement à un tournant, la crise économique actuelle rendant impossible la survie du régime tel qu'il perdure depuis 1994.

Sans apporter d'explications particulièrement novatrices sur l'origine et la pérennité du régime de Loukachenko, ces trois ouvrages ont le grand mérite de proposer une synthèse complète des travaux en russe, en biélorusse et en anglais portant sur la Biélorussie et faire un bilan de la littérature sur ce pays au final peu étudié.

Ronan Hervouet

Université Bordeaux Segalen, Centre Émile Durkheim